

Notre-Dame-de-la-Paix
Comté de Papineau
Province de Québec

PROCÈS-VERBAL
Séance extraordinaire
17 décembre 2024 à 18 h 15

Le Conseil de la Municipalité de Notre-Dame-de-la-Paix siège en **séance extraordinaire ce 17 décembre 2024, à 18 h 15**. Sont présents à cette séance et formant quorum sous la présidence de la Mairesse, Myriam Cabana, et les Conseillers suivants:

Guy Whissell, siège #1
Johanne Larocque, siège #3
François Gauthier, siège #5

Stéphane Drouin, conseiller #2
Maryse Cloutier, siège #4
Andrée-Anne Bock, siège #6

Assiste également à la séance, la Directrice générale et Greffière-trésorière, Cathy Viens, laquelle agit comme secrétaire d'assemblée.

Conformément aux articles 152 et 153 du Code municipal du Québec, la greffière-trésorière a donné par écrit un avis spécial de convocation de la séance extraordinaire de ce jour à tous les membres du conseil. Les membres du conseil constatent avoir reçu la signification de cet avis tel que requis par la loi.

La Mairesse, madame Myriam Cabana, soumet donc l'ordre du jour et demande aux Conseillers s'ils l'exemptent de sa lecture.

OUVERTURE DE L'ASSEMBLÉE

1. Ouverture de la séance

241217-06

Il est proposé par

ET RÉSOLU que l'assemblée soit déclarée ouverte à _____;

Adoptée à l'unanimité des Conseillers présents

2. Adoption de l'Ordre du jour

241217-07

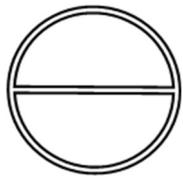
ORDRE DU JOUR

1. Ouverture de la séance
2. Lecture et adoption de l'ordre du jour
3. Règlement
 - 3.1 Avis de motion règlement 25-1060 / taux de taxation et tarif 2025
 - 3.2 Projet de règlement 25-1060 / taux de taxation et tarif 2025
 - 3.3 Projet de règlement 24-1056 / ordure et recyclage
4. Résolution
 - 4.1 Adoption de la grille salariale 2025 – 2026 - 2027
4. Période de questions
5. Levée de la séance

Il est proposé par

ET RÉSOLU que l'ordre du jour soit accepté tel que déposé

Adoptée à l'unanimité des Conseillers présents.



3. Règlement

3.1 Avis de motion – Règlement 25-1060

241217-08

CONFORMÉMENT à l'article 445 du Code municipal;

Par la présente, Par la présente, _____

Donne avis de motion qu'il sera adopté, à une séance subséquente, le règlement portant le numéro 25-1060 fixant les taux de taxation et les tarifs pour l'année 2025 abrogeant et remplaçant le règlement 24-1053;

CONFORMÉMENT à l'article 445 du Code municipal, les copies du projet de règlement sont mises à la disposition du public lors de cette présente séance du conseil;

CONFORMÉMENT à l'article 445 du CM, le responsable de l'accès aux documents de la Municipalité délivrera une copie du projet de règlement à toute personne qui en fera la demande dans les deux (2) jours calendrier précédent la tenue de la séance lors de laquelle il sera adopté`

CONFORMÉMENT avec l'article 445 du CM, je demande dispense de la lecture du projet de règlement et j'avise que les membres du conseil en ont déjà reçu copie et que ce dernier est disponible au bureau municipal pour consultation.

Adopté à l'unanimité des conseillers présents

3.2 Projet de règlement 25-1060 fixant les taux de taxation et les tarifs pour l'année 2025 abrogeant et remplaçant le règlement 24-1053

241217-09

ATTENDU que l'article 244.1 de la Loi sur la fiscalité municipale permet aux municipalités d'établir des tarifs pour financer, en tout ou partie, ses biens, services ou activités;

ATTENDU que le présent règlement vise d'une part, à établir les taux de taxes générales ainsi que les différentes taxes spéciales pour la municipalité de Notre-Dame-de-la-Paix pour l'année 2025;

ATTENDU que la municipalité de Notre-Dame-de-la-Paix désire aussi adopter ce règlement pour pourvoir au paiement des dépenses encourues pour les services de cueillette des matières résiduelles et recyclables;

ATTENDU que la municipalité désire inclure dans ce règlement la tarification pour le service de collecte de transport de boue septique;

ATTENDU que la municipalité de Notre-Dame-de-la-Paix désire inclure dans ce règlement la tarification pour les locations de salles, les frais de confirmation bancaire et autres différents frais;

ATTENDU que la municipalité de Notre-Dame-de-la-Paix désire inclure dans ce règlement la tarification reliée à l'aqueduc;

ATTENDU que la municipalité désire inclure dans ce règlement les taux d'intérêts et de pénalités sur les arriérés de taxes;

EN CONSÉQUENCE

Il est proposé par

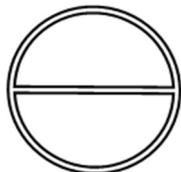
QUE le projet de règlement suivant soit adopté :

ARTICLE 1 : PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.

ARTICLE 2 : TAXES SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Taxes générales :



Cette taxe a pour objet de pourvoir aux dépenses du budget non autrement pourvues.

1.03 \$ par 100 \$ d'évaluation imposable

ARTICLE 3 : TARIFS SUR UNE AUTRE BASE

L'imposition de tarifs est décrétée pour l'utilisation ou l'acquisition de biens ou services offerts par la municipalité, le tout tel que plus amplement détaillé aux points suivants :

Tarification des matières résiduelles et recyclables pour les immeubles résidentiels, commerciaux, les chalets et les fermes:

Ce tarif a pour objet de pourvoir aux services de cueillette de transport et d'enfouissement des matières résiduelles et du recyclage.

Logement	170.00\$
Saisonnier	170.00\$
Ferme	185.00\$
Commerce	185.00\$
Commerce alimentaire	350.00\$
Commerce de service	60.00\$
Golf	1500.00\$
Poste canada	160.00\$

Tarification pour le service de collecte et de transport de boue septique

Ce tarif a pour objet de pourvoir aux services de cueillette de transport de boue septique.

Fosses de 850 gallons et moins	112.74\$
Fosses de 1050 gallons et plus	126.49\$

Tarification pour le service d'aqueduc

Ce tarif a pour objet de pourvoir aux services d'aqueduc.

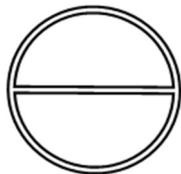
Logement	180.00\$
Ferme	200.00\$
Commerce	180.00\$
Commerce (restaurant, dépanneur, station essence)	250.00\$
Poste Canada	180.00\$

Ouverture et fermeture de l'entrée d'eau municipale (bonhomme à l'eau)

Ouverture ou fermeture lors de journées ouvrables	35.00\$ taxes en sus
Ouverture ou fermeture en urgence en dehors des jours ouvrables	75.00\$ taxes en sus

Tarification pour la location de salles

	Résident taxes incluses	Non-résident Taxes incluses
Ouverture de dossier	25.00\$	25.00\$
Salle - moyenne	100.00\$	150.00\$
Salle – grande	150.00\$	200.00\$
Salle – combinées	225.00\$	325.00\$
Salle billard	35.00\$	50.00\$



Décès petite salle	50.00\$	150.00\$
Décès grande salle	75.00	200.00\$
Décès salle combinées	125.00	325.00\$
Dépôt pour la clé	20.00\$	20.00\$

Tarification pour les services administratifs

Confirmation bancaire	25.00\$ taxes en sus
Chèque sans provision	35.00\$ taxes en sus

Main d'œuvre	
Directeur générale et greffier trésorier	75.00\$/hr
Greffière-trésorière adjointe	40.00\$/hr
Directeur des travaux publics	60.00\$/hr
Journalier chauffeur	35.00\$/hr
Technicien en loisirs	35.00\$/hr
Directeur service incendie	60.00\$/hr
Pompier	35.00\$/hr

Tarification pour les copies

Impression noir et blanc	0.50\$ / feuille, taxes incluses
Impression couleur	0.75\$ / feuille, taxes incluses
Courriel	3.00\$ taxes incluses

ARTICLE 4 : INTÉRÊTS ET PÉNALITÉS

Le taux d'intérêt sur les arriérés de taxes est de **8% pour l'année 2025**.

Le taux d'intérêt est fixé par résolution conformément à l'article 981 du Code Municipal et devient exigible à l'échéance de chacun des comptes de taxes

ARTICLE 5 : VERSEMENTS

Toutes les taxes municipales peuvent être payées, au choix du débiteur, en un (1) seul versement ou en cinq (5) versements égaux, lorsque pour un matricule le total des taxes est égal ou supérieur à 300.00\$.

La date d'exigibilité de chaque versement sera inscrite sur le compte ou, si celle-ci ne peut être établie au moment de la confection du compte, la façon pour le débiteur de l'établir;

À défaut de respecter l'une ou l'autre des échéances, il y aura perte du bénéfice du terme local des taxes foncières municipales deviendra alors dû et exigible.

Le présent règlement s'applique également au supplément de taxes foncières municipales.

ARTICLE 6 : PAIEMENT ET IMPOSITION

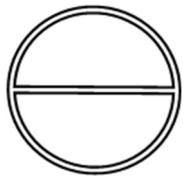
Sous réserve de toute disposition contraire, toutes sommes exigibles est payable avant la délivrance du bien requis ou s'il s'agit d'une activité, avant la participation à celle-ci sous réserve de l'imposition par la municipalité de percevoir le tarif exigible avant l'événement occasionnant la délivrance du bien, du service ou le début de l'activité.

Dans le cas où la municipalité n'a pu percevoir le tarif fixé au préalable, la personne responsable du paiement est tenue de l'acquitter dans les 30 jours suivant l'émission d'une facture ou à la date indiquée sur celle-ci.

La taxe sur les produits et service (T.P.S.) et la taxe de vente du Québec (T.V.Q.) sont imposées sur tarif lorsqu'applicables.

A noter, qu'il n'y aucun remboursement, cependant la municipalité créditera le payeur

ARTICLE 7 : MODIFICATION DU RÈGLEMENT



Toute modification au présent règlement pourra être effectuée par voie de résolution conformément à l'article 981, 989 et 991 du code municipal.

ARTICLE 8 : REMPLACEMENT ET ABROGATION

Le présent règlement remplace et abroge le règlement 24-1053 ainsi que tous les règlements précédents.

ARTICLE 9 : ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la loi.

Adopté à l'unanimité des conseillers présents

3.3 Projet de règlement 24-1056 concernant la cueillette, le transport et la disposition des matières résiduelles abrogeant et remplaçant le règlement 24-1047

241217-10

ATTENDU que le conseil juge à propos de revoir le règlement sur la cueillette et la disposition des matières résiduelles;

ATTENDU que l'article 55 de la Loi sur les compétences municipalités permet aux municipalités d'adopter, modifier ou abroger des règlements en matière de salubrité;

ATTENDU que ce conseil croit opportun d'abroger et remplacer le règlements 24-1047 et autres règlements antérieurs;

ATTENDU que ce conseil juge nécessaire et d'intérêt public de se prévaloir de ces dispositions;

EN CONSÉQUENCE

Il est proposé par

QUE le conseil municipal de Notre-Dame-de-la-Paix ordonne et statue par le présent règlement ainsi qu'il suit, à savoir :

CHAPITRE 1 INTERPRÉTATION ET APPLICATION

ARTICLE 1 PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante du présent Règlement.

ARTICLE 2 OBJET

Le présent Règlement a pour but d'établir la fréquence et les normes de dépôt pour la cueillette des ordures, des matières recyclables et compostables, afin de se conformer aux objectifs de la Politique québécoise de Gestion des matières résiduelles.

ARTICLE 3 DOMAINE D'APPLICATION

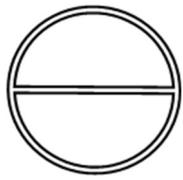
Les dispositions du Règlement relatif à la Gestion des matières résiduelles et des outils de collecte appropriés s'appliquent à l'ensemble du territoire de la Municipalité.

ARTICLE 4 TERMINOLOGIE

Pour l'interprétation du Règlement, les expressions et les mots ci-dessous signifient :

Arbre de Noël : Conifère ou feuillu naturel utilisé à des fins ornementales pour la fête de Noël;

Bac roulant : Contenant sur roues, muni d'un couvercle, destiné à l'entreposage de matières résiduelles et à la collecte semi-mécanisée;



Bénéficiaire : Personne qui bénéficie du service municipal de collecte des matières résiduelles;

Cellophane : Film fin et transparent qui s'étire et se déforme de type « Saran Wrap »; il est accepté au centre de tri. S'il ne s'étire pas, tel celui utilisé dans les emballages de biscuits, il n'est pas accepté au centre de tri;

Collecte : Ensemble des opérations consistant à collecter les matières résiduelles et à les acheminer vers un lieu de transfert, de tri ou de traitement;

Compostage : Procédé naturel qui transforme la matière organique compostable. Le résultat obtenu est un produit ressemblant à de la terre appelée humus ou compost.

Conteneur : Contenant à chargement avant muni d'un couvercle ou d'une porte montée sur charnière, construit de matériaux rigides tels que le métal, le plastique ou la fibre de verre renforcée et possédant les accessoires pour que son contenu puisse être déversé par un moyen mécanique dans un camion de collecte à chargement arrière; inclus également les conteneurs construits en métal et possédant les accessoires pour être hissés mécaniquement sur un véhicule de transport spécialement adapté, d'une capacité d'environ 15 à 25 mètres cubes;

Encombrant : Matière résiduelle solide, trop volumineuse pour être disposée dans un contenant. Seuls les vieux meubles, les matelas, les électroménagers et les équipements sanitaires sont considérés comme étant des encombrants;

Logement : Espace habitable, composé d'une ou de plusieurs pièces, occupé par un seul ménage, accessible directement de l'extérieur ou par un vestibule ou corridor commun à plusieurs logements, comprenant des installations sanitaires complètes (toilette, lavabo et baignoire ou douche) ainsi que les installations et espaces nécessaires pour qu'une personne puisse y préparer un repas, y manger et y dormir;

Matériau sec : Tout débris de construction, de rénovation, de démolition ou de terrassement incluant, de façon non limitative, le bois tronçonné, les gravats et plâtras, les pièces de béton et de maçonnerie, l'asphalte, la brique, les tuyaux, les tuiles de céramique, la roche, les résidus broyés ou déchiquetés qui ne sont pas fermentables et qui ne contiennent pas de matières dangereuses, ou tout autre débris de même nature;

Matières compostables : Toutes les matières résiduelles de nature organique, qui font l'objet d'une collecte dans le cadre de la collecte des matières compostables déterminées par le Règlement et qui sont énumérées à l'article 25, lesquelles sont acceptées au centre Épursol;

Matières recyclables : Toutes les matières résiduelles qui font l'objet d'une collecte dans le cadre de la collecte des matières recyclables et qui font partie des cinq (5) grandes familles, à savoir : le papier, le carton, le plastique, le métal et le verre, plus amplement décrites à l'article 20 du présent Règlement, lesquelles sont acceptées au centre Tricentris;

Matières résiduelles : Tous les résidus d'un processus de production, de transformation ou d'utilisation, tous les substances, matériaux ou produits ou, plus généralement, tous les biens meubles abandonnés ou que le détenteur destine à l'abandon;

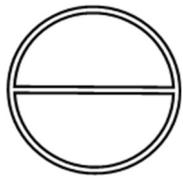
Municipalité : Désigne la Municipalité de Notre-Dame-de-la-Paix;

Officier responsable : Le ou les officiers municipaux autorisés à appliquer la réglementation municipale;

Ordures ménagères : Les ordures ménagères incluent toutes matières résiduelles non recyclables, non compostables et non dangereuses qui sont destinées à l'élimination dans un lieu d'enfouissement technique ou d'incinération et qui sont conformes au Règlement sur l'enfouissement et l'incinération des matières résiduelles (c. Q-2, r.19) contenus dans la Loi sur la qualité de l'environnement du gouvernement du Québec, **incluant** les encombrants, mais **excluant** les résidus verts, les matériaux secs et/ou matériaux de construction;

Résidus domestiques dangereux (RDD) : Tous les résidus qui ont les propriétés d'une matière dangereuse, tels que définis dans le Règlement sur les matières dangereuses, chapitre Q-2, r. 32, (inflammable, toxique, corrosive, solvant, décapant, huile usée, résidu de chlore, peinture et teinture, ampoule fluocompacte, tube fluorescent, piles, pneus sans jantes, batterie d'auto et pile domestique) ou qui sont contaminés par une telle matière, qu'ils soient sous forme solide, liquide ou gazeuse et qui ne doivent pas être éliminés avec les ordures ménagères;

Résidus verts : Toutes les matières résiduelles résultant du jardinage ou du nettoyage de terrains extérieurs, notamment l'herbe coupée, le gazon, les plantes domestiques, les feuilles mortes, les vignes, les rameaux de cèdres et les branches d'arbres dont le diamètre ne dépasse pas 12 mm (1/2 pouce);



Responsable de la collecte : L'entreprise ou le mandataire à qui la Municipalité a octroyé un contrat pour l'enlèvement des matières résiduelles;

Unité d'occupation non résidentielle : Tout commerce ou établissement non résidentiel qui génère une quantité de matières résiduelles;

Unité d'occupation résidentielle : Tout logement ou habitation tel que défini au Règlement de zonage en vigueur, qui est assujéti au paiement de la taxe municipale de collecte des matières résiduelles.

Unité desservie : Toute unité d'occupation résidentielle ou non résidentielle située sur le territoire de la Municipalité.

CHAPITRE 2 **SPÉCIFICATIONS RELATIVES AUX COLLECTES DES MATIÈRES RÉSIDUELLES**

ARTICLE 5 OBLIGATION DE TRIER ET DE RÉCUPÉRER

Tout occupant d'une unité desservie doit séparer des ordures ménagères, les matières recyclables et les matières compostables afin d'en disposer selon le Règlement.

Il est obligatoire pour tout propriétaire ou occupant d'une unité desservie de composter et de recycler.

ARTICLE 6 DISPOSITION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES POUR LESQUELLES LA MUNICIPALITÉ N'OFFRE AUCUN SERVICE

Tout citoyen qui désire disposer de matières résiduelles pour lesquelles la Municipalité n'offre aucun service doit, à ses frais, faire la disposition de celles-ci, conformément aux lois et Règlements en vigueur.

ARTICLE 7 PROPRIÉTÉ DES MATIÈRES RÉSIDUELLES

Les matières résiduelles, une fois déposées pour la collecte, deviennent la propriété de la Municipalité.

CHAPITRE 3 **SPÉCIFICATIONS RELATIVES AUX COLLECTES DES ORDURES MÉNAGÈRES**

ARTICLE 8 QUANTITÉ D'ORDURES MÉNAGÈRES ACCEPTÉE PAR IMMEUBLE RÉSIDENTIEL DESSERVI

Le nombre maximal de bacs pouvant être déposés au point d'enlèvement pour un édifice est égal au nombre d'unités résidentielles.

ARTICLE 9 COLLECTE DES ENCOMBRANTS

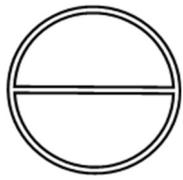
Les encombrants seront ramassés **trois (3) fois par année**, soit lors de la première collecte des ordures ménagères des mois prévus au calendrier municipal.

ARTICLE 10 CONTENANTS ADMISSIBLES POUR LA COLLECTE DES ORDURES MÉNAGÈRES

Seules les matières contenues dans les contenants suivants seront collectées par le responsable de la collecte mandatée par la Municipalité :

- **Bac roulant de 360 litres maximum** de couleur **verte, grise ou noire**;
- Conteneur lorsqu'autorisé en vertu du présent Règlement.

Les matières contenues dans tout autre type de contenant ne seront pas collectées par le responsable de la collecte mandatée par la Municipalité.



ARTICLE 11 POIDS DES CONTENANTS

Le poids total du contenant et du contenu ne devra pas excéder 220 livres (100 kilos).

ARTICLE 12 DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES AUX CONTENEURS

Les dispositions suivantes s'appliquent à tout conteneur dont la collecte est assurée par le responsable de la collecte mandaté par la Municipalité.

Les conteneurs doivent être munis de couvercles maintenus en position fermée en tout temps.

ARTICLE 13 LES MATIÈRES RÉSIDUELLES SPÉCIFIQUEMENT EXCLUES

Les matières résiduelles spécifiquement exclues de la collecte des ordures ménagères sont :

- Les matières recyclables;
- Les matières putrescibles telles que les résidus de tables;
- Les animaux morts;
- Les cendres qui n'ont pas été préalablement éteintes et refroidies;
- Les matières résiduelles générées hors du territoire de la Municipalité;
- Les déchets biomédicaux auxquels s'applique le Règlement sur les déchets biomédicaux, chapitre Q-2, r. 12, (D. 583-92, 92-04-15);
- Les boues;
- Les sols contaminés;
- Les carcasses de véhicules automobiles et toutes autres pièces de véhicule.

Sont également exclues, les matières suivantes dont la disposition doit se faire au bureau municipal ou à l'entrepôt (219 rue Notre-Dame) :

- Les piles(bureau);
- Les résidus de peinture domestique(entrepôt);
- Les huiles usages (entrepôt);
- Les résidus domestiques dangereux acceptables dans leur contenant d'origine;
- Le fer(entrepôt);
- Les objets issus des technologies de l'information et des communications (téléviseurs, ordinateurs, cellulaire, etc.) à l'entrepôt;
- Les pneus et les jantes (les pneus doivent être déjantés) à l'entrepôt;

Sont également exclues, les matières suivantes dont la disposition doit se faire via un site autorisé :

- Les matériaux secs qui ne sont pas acceptés à l'entrepôt, tels que les bardeaux d'asphalte et matériaux de construction;
- La terre, les gravats et plâtras, les pièces de béton ou de maçonnerie et les morceaux de pavage;
- Les matières résiduelles constituées en tout ou en partie de pesticides régis par la Loi sur les pesticides (LRQ, c. P-9.3);
- Les matières dangereuses au sens du paragraphe 21 de l'article 1 de la Loi sur la qualité de l'environnement (LRQ, c.Q-2), dont les résidus domestiques dangereux.

CHAPITRE 4

SPÉCIFICATIONS RELATIVES AUX COLLECTES DES MATIÈRES RECYCLABLES

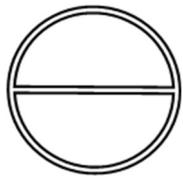
ARTICLE 14 QUANTITÉ DE MATIÈRES RECYCLABLES ACCEPTÉE PAR IMMEUBLE RÉSIDENTIEL DESSERVI

Le nombre maximal de bacs pouvant être déposés au point d'enlèvement pour un édifice est égal au nombre d'unités résidentielles.

ARTICLE 15 CONTENANTS ADMISSIBLES POUR LE DÉPÔT DES MATIÈRES RECYCLABLES

Seules les matières contenues dans les contenants suivants seront collectées par le responsable de la collecte mandatée par la Municipalité :

- **Bacs roulants de 360 litres de couleur bleue**, lorsqu'autorisés en vertu du présent



Règlement.

- Conteneur lorsqu'autorisé en vertu du présent Règlement.

Les matières contenues dans tout autre type de contenant ne seront pas collectées par le responsable de la collecte mandatée par la Municipalité.

ARTICLE 16 POIDS DES CONTENANTS

Le poids total du contenant et du contenu ne devra pas excéder 220 livres (100 kilos).

ARTICLE 17 DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES AUX CONTENEURS

Les dispositions suivantes s'appliquent à tout conteneur dont la collecte est assurée par le responsable de la collecte par la Municipalité.

Les conteneurs doivent être munis de couvercles maintenus en position fermée en tout temps.

ARTICLE 18 MATIÈRES RECYCLABLES

Les matières recyclables acceptées dans la collecte sont :

- **Contenants;**
- **Emballages;**
- **Imprimés;**

CHAPITRE 5 **SPÉCIFICATIONS RELATIVES AUX MATIÈRES COMPOSTABLES**

ARTICLE 19 MATIÈRES COMPOSTABLES ACCEPTÉES PAR UNITÉ RÉSIDENTIELLE

Toute matière compostable doit être déposée dans un composteur domestique qui a été préalablement distribué par la municipalité;

ARTICLE 20 MATIÈRES COMPOSTABLES

Les matières compostables ACCEPTÉES dans le composteur domestique :

a) Les résidus alimentaires :

- Céréales, grains, pâtes, pain;
- Fruits et légumes, cuisinés ou non;
- Noix et écaillés;
- Coquilles d'œuf;
- Filtres et résidus de café moulu ou de thé;

b) Les résidus verts :

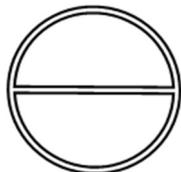
- Fleurs, plantes et terre de rempotage, résidus de plates-bandes, chaume, feuilles;
- Brans de scie (sauf de bois traité, verni ou peint), copeaux, écorces, petites racines.

c) Les autres matières :

- Serviettes de table, papiers essuie-tout, papiers mouchoirs, papier journal;

2. Les matières suivantes sont INCOMPATIBLES avec le compostage domestique :

- Aiguilles de conifères, rognure de gazon, plantes et feuilles malades;
- Bois traité;
- Litières;
- Produits laitiers;
- Viandes, poissons, fruits de mer, coquilles et os
- Matières grasses (huile, mayonnaise, vinaigrette)
- Tout ce qui est recyclable : papier et carton, contenants de plastique, verre et métal;



- Sacs de plastique réguliers, biodégradables ou oxobiodégradables;
- Résidus domestiques dangereux : huiles, peintures, solvants, pesticides, engrais, essence, peint ou teint, piles;
- Textiles;
- Matières composites, contenants de carton à l'extérieur et en aluminium ou polyéthylène (PE) à l'intérieur;
- Carton ciré;
- Couches et serviettes hygiéniques, soie dentaire, cure-oreilles;
- Médicaments et déchets biomédicaux;
- Chandelles;
- Sacs d'aspirateur et leur contenu et/ou charpie de sècheuse et feuilles d'assouplissant;
- Animaux morts;
- Résidus de construction, rénovation et démolition;
- Verre;
- Cendres et mégots de cigarette;
- Roche, pierre, pavé uni;
- Tous les sacs de plastique compostables;
- Grosses branches;
- Tous les types de styromousse;
- Peaux d'animaux, carcasses mortes.

CHAPITRE 6

MODALITÉS DE MISE À LA RUE DES MATIÈRES RÉSIDUELLES

ARTICLE 21 HORAIRE DE LA CUEILLETTE DES ORDURES MÉNAGÈRES

La cueillette des ordures ménagères se fera à partir de 6 h, selon le calendrier.

ARTICLE 22 HORAIRE DE LA CUEILLETTE SÉLECTIVE DES MATIÈRES RECYCLABLES

La cueillette sélective des matières recyclables se fera à partir de 6 h, selon le calendrier.

ARTICLE 23 PÉRIODE DU DÉPÔT DES MATIÈRES RÉSIDUELLES EN PRÉVISION DE LA COLLECTE

Les matières résiduelles des unités desservies à la rue doivent être déposées **au plus tôt à 19 heures, la veille du jour prévu de la collecte, en bordure de la route.**

Il est interdit d'obstruer la rue ou le trottoir avec des matières résiduelles ou avec leurs contenants ainsi que de limiter l'accès aux contenants.

ARTICLE 24 PÉRIODE DE RETRAIT DES CONTENANTS

Les contenants d'entreposage de matières résiduelles doivent être remisés conformément à la Règlementation en vigueur 12 heures après la collecte.

ARTICLE 25 ACCESSIBILITÉ DES MATIÈRES RÉSIDUELLES LE JOUR DE LA COLLECTE

Tout propriétaire ou occupant d'unités desservies doit s'assurer que les items soient visibles, accessibles par le camion-chargeur et ne présentent aucun danger pour la sécurité des biens et des personnes.

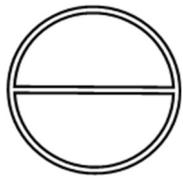
ARTICLE 26 TAXES POUR LE SERVICE DE LA COLLECTE DES MATIÈRES RÉSIDUELLES

Nul ne peut se soustraire aux taxes de service décrétées par la Municipalité pour la collecte des matières résiduelles auquel l'unité est assujettie.

CHAPITRE 7

ENTREPOSAGE DES ORDURES MÉNAGÈRES, DU RECYCLAGE **ENTRE LES COLLECTES**

ARTICLE 27 RÉSIDENCES SITUÉES À PLUS DE 50 MÈTRES D'UNE VOIE PUBLIQUE



Hors du périmètre urbain et uniquement dans le cas des résidences situées à plus de 50 mètres d'une voie publique, il est permis d'entreposer les bacs, entre les collectes, dans un endroit aménagé à cet effet près de la voie publique.

ARTICLE 28 ACCUMULATION DE MATIÈRES RÉSIDUELLES

En aucun temps, l'entreposage des matières résiduelles entre les collectes ne doit encourager la prolifération de la vermine ou de rongeurs.

Il est interdit par le propriétaire, le locataire ou l'occupant d'un immeuble de répandre, de laisser s'accumuler ou de tolérer la présence de matières résiduelles disposées de façon éparses sur un terrain ou sur le domaine public devant ce terrain.

ARTICLE 29 DÉPÔT DANS UN CONTENANT APPARTENANT À AUTRUI

Il est interdit à quiconque de déposer des matières résiduelles dans un contenant qui ne lui appartient pas ou qui est destiné à une autre unité desservie que la sienne.

ARTICLE 30 DÉPÔT SUR LA PROPRIÉTÉ D'AUTRUI

Il est interdit à quiconque de déposer ou d'entreposer, de même que de faire déposer ou de faire entreposer, des matières résiduelles sur le terrain d'un immeuble dont il n'est pas le propriétaire, le locataire ou l'occupant ou qui n'est pas spécifiquement désigné à cette fin dans la réglementation.

Il est interdit à quiconque de jeter des matières résiduelles dans un cours d'eau, un lac sur le territoire de la Municipalité.

ARTICLE 31 FOUILLE DANS LES CONTENANTS

Il est interdit à quiconque, autre que les représentants de la Municipalité ou le responsable de la collecte retenue par cette dernière, de renverser ou de fouiller dans les contenants destinés à la collecte des matières résiduelles.

CHAPITRE 8 DISTRIBUTION, PROPRIÉTÉ ET ENTRETIEN DES CONTENANTS

ARTICLE 32 OBTENTION ET ACHAT DE BACS

- Tout propriétaire d'une unité d'occupation résidentielle doit utiliser le nombre prescrit de bacs pour l'entreposage des ordures et des matières recyclables, lorsqu'exigé en vertu du présent Règlement, entre les collectes ainsi que les outils de collecte appropriés;
- Tout propriétaire d'un bâtiment constituant une unité d'occupation non résidentielle doit fournir à ses occupants ou locataires des contenants soit le nombre prescrit de bacs ou le volume prescrit pour l'entreposage des ordures et des matières recyclables, lorsqu'exigé en vertu du présent Règlement, entre les collectes ainsi que les outils de collecte appropriés.

ARTICLE 33 TARIFICATION

Tout bac devra être acquis directement par le propriétaire auprès d'un marchand.

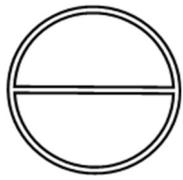
ARTICLE 34 ENTRETIEN DES CONTENANTS

Le propriétaire de l'unité desservie ou partiellement desservie doit s'assurer de la propreté et de l'étanchéité de ses contenants.

ARTICLE 35 FRAIS LIÉS À LA RÉPARATION OU AU REMPLACEMENT

En cas de bris d'un contenant, les frais liés à la réparation ou au remplacement sont à la charge du propriétaire.

En cas de bris d'un contenant par le responsable de la collecte, le propriétaire, le locataire ou



l'occupant d'une unité desservie doit en aviser la Municipalité dans les **48 heures** suivant la collecte. Les frais liés à la réparation ou au remplacement sont à la charge du responsable de la collecte.

CHAPITRE 9 **POUVOIRS DE L'OFFICIER RESPONSABLE ET OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE**

ARTICLE 36 APPLICATION DU RÈGLEMENT

L'officier responsable peut entreprendre des poursuites pénales contre tout contrevenant à quelque disposition du présent Règlement.

Malgré ce qui précède, l'officier responsable doit remettre au moins un avis d'infraction au contrevenant avant d'émettre un constat d'infraction.

ARTICLE 37 POUVOIRS ET DEVOIRS DE L'OFFICIER RESPONSABLE

L'officier responsable de l'application du présent Règlement est autorisé à visiter et à examiner, à toute heure raisonnable, tout immeuble ou propriété mobilière ainsi que l'intérieur ou l'extérieur d'un bâtiment ou de toute autre construction pour constater si les dispositions du présent Règlement sont respectées, pour y constater tout fait ou pour vérifier tout renseignement nécessaire à l'exercice des pouvoirs qui lui sont dévolus. À cet égard il peut consigner toute information de façon manuscrite ou à l'aide d'outils électroniques.

ARTICLE 38 OBLIGATIONS DE TOUT PROPRIÉTAIRE, OCCUPANT OU BÉNÉFICIAIRE

Sans restreindre l'obligation de tout propriétaire, occupant ou bénéficiaire de respecter toutes les dispositions réglementaires en vigueur, le propriétaire, son représentant, ou l'occupant d'un immeuble doit :

- 1° Permettre à l'officier responsable de visiter ou d'examiner tout immeuble ou propriété mobilière aux fins de l'exercice des pouvoirs et des devoirs qui lui sont dévolus par le présent Règlement;
- 2° Aviser l'officier responsable, lors de son inspection en regard de l'entreposage, de toute matière dangereuse;
- 3° Prendre toutes les mesures nécessaires afin de corriger une situation dangereuse pour la sécurité des personnes.

CHAPITRE 10 **DISPOSITIONS PÉNALES ET SANCTIONS**

ARTICLE 39 CONTRAVENTIONS

Quiconque contrevient à l'une des dispositions du présent Règlement commet une infraction et est passible d'une amende minimale de 400\$ pour une première infraction, si le contrevenant est une personne physique, et d'une amende minimale de 800\$ pour une première infraction, si le contrevenant est une personne morale. En cas de récidive, les amendes minimales sont doublées.

Si une infraction se continue, elle constitue jour par jour une infraction distincte.

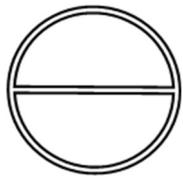
CHAPITRE 11 **ABROGATION ET ENTRÉE EN VIGUEUR**

ARTICLE 40 – ABROGATION DES RÈGLEMENTS

Le présent règlement abroge les règlements 24-1047, ainsi que tout autre politique ou règlement adoptés antérieurement par résolution des membres du Conseil municipal.

ARTICLE 41 ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent Règlement entrera en vigueur conformément à la Loi.



Adoptée à l'unanimité.

3. Résolutions

3.1 Adoption de la grille salariale 2025 – 2026 - 2027

241217-11

CONSIDÉRANT que le conseil a demandé à monsieur Jean-Christophe Chartrand-Gauthier, consultant en ressources humaines d'analyser et d'effectuer la mise à jour de la structure salariale des employés de la municipalité;

CONSIDÉRANT que ce dernier a produit une grille salariale pour les années 2025 à 2027;

Il est proposé par

QUE le conseil adopte la grille salariale fournie par monsieur Jean-Christophe Chartrand-Gauthier, consultant pour établir les salaires 2025, des employés de la municipalité de Notre-Dame-de-la-Paix;

QUE cette dernière entre en vigueur pour la première paie de l'année 2025

Adoptée à l'unanimité des Conseillers présents.

4. Période de questions

Il y a eu aucune question

5. Levée de l'assemblée

241217-12

Il est proposé par

ET RÉSOLU que la séance soit levée à _____.

Adoptée à l'unanimité des conseillers présents.

(signé) Johanne Larocque
Johanne Larocque, Mairesse suppléante

(signé) Cathy Viens
Cathy Viens, Directrice générale
et greffière-trésorière